



BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE

NOVEMBRE - DECEMBRE 2014



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33, rue Galilée 75116 Paris T +33 (1) 44 43 52 54 F +33 (0) 1 47 23 68 14
info@institut-bosphore.org www.institut-bosphore.org

SOMMAIRE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	3
Point de presse du porte-parole sur les relations Turquie – Syrie – 18 novembre.....	3
ASSEMBLEE NATIONALE	3
Extrait de l'examen, pour avis, du projet de loi relatif à la réforme de l'asile à la Commission des affaires étrangères (contrôle des frontières turque) – 12 novembre.....	3
SENAT	4
Extrait de l'intervention de Jean Yves Leconte sur l'importance des relations franco-turcs dans le domaine de la culture – 1 ^{er} décembre	4
Extrait de l'audition de Harlem Désir, secrétaire d'État aux Affaires européennes (réfugiés syriens en Turquie) – 10 décembre	4
DECLARATIONS DES PERSONNALITES POILITIQUES FRANCAISES ET TURQUES	5
Interview du ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu sur la position d'Ankara dans la lutte contre l'organisation de l'EI (France 24) – 14 octobre	5
Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu et le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius appellent la coalition internationale à tourner ses efforts vers Alep – 4 - 5 novembre.....	5
AMBASSADE DE TURQUIE EN FRANCE	6
Interviews de S.E.M Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France dans les médias français.....	6

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Point de presse du porte-parole sur les relations Turquie – Syrie – 18 novembre

« Q - Lors de la réunion et du point de presse qu'a fait le président Hollande avec M. Erdogan, il avait annoncé qu'il y aurait un suivi des trois demandes faites par M. Erdogan : la création d'une zone de sécurité, d'une zone d'exclusion aérienne et la sécurité de certaines régions. Il avait annoncé que les deux ministres des Affaires étrangères suivraient cela. Y a-t-il du nouveau ?

R - Le travail se poursuit avec la Turquie sur ces thèmes de façon très dynamique et sérieuse. Les deux ministres se sont vus à l'occasion de la première réunion du Conseil stratégique de coopération franco-turc qui s'est tenu ici le 10 octobre. Nous poursuivons notre dialogue et nos initiatives conjointes avec ce pays pour contribuer à résoudre le drame syrien. Ce travail nécessite aussi un soutien plus large de la communauté internationale. »

Le texte intégral du point de presse: [cliquer ici](#)

ASSEMBLEE NATIONALE

Extrait de l'examen, pour avis, du projet de loi relatif à la réforme de l'asile à la Commission des affaires étrangères (contrôle des frontières turque) – 12 novembre

« **M. Thierry Mariani [UMP]** (...) En matière d'immigration, l'échec est aujourd'hui flagrant. En tant que président de la commission « Immigration, réfugiés, apatrides » de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, je ne peux que constater que l'Europe ne contrôle plus ses frontières; pas plus que Malte, la Grèce ni la Turquie ne maîtrisent leur immigration. Face à cette explosion qui ne fera que s'amplifier – toutes les ONG nous alertent sur ce problème –, les moyens européens tels que FRONTEX se montrent défaillants. Renforcer ce dispositif devrait être la priorité de tout gouvernement: désormais, protéger la frontière turque, grecque ou maltaise, c'est protéger la frontière française. (...)

M. Pierre Lellouche [UMP] (...) « Les hauts responsables et fonctionnaires grecs que j'ai rencontrés la semaine dernière lors d'une réunion consacrée à l'immigration, à Athènes, avouent ne pas contrôler les 15 000 kilomètres de frontière maritime de la Grèce, et moins encore la frontière terrestre avec la Turquie. » (...)

« Les chiffres explosent: la Grèce arrête chaque année 150 000 personnes qui arrivent par la Turquie ou par la mer en provenance d'Afrique et d'Asie. »

Le texte intégral du projet de loi: [cliquer ici](#)

SENAT

Extrait de l'intervention de Jean Yves Leconte sur l'importance des relations franco-turcs dans le domaine de la culture – 1^{er} décembre

M. Jean-Yves Leconte [SOC] : « Je prendrai deux exemples pour montrer le lien entre l'investissement culturel, la politique et l'économie. Tout d'abord, dans son rapport sur la francophonie économique, Jacques Attali établit une corrélation entre le pourcentage de francophones dans un pays et la part de marchés de nos entreprises dans ce même pays.

Ensuite, la relation de la France avec la Turquie passe par des hauts et des bas, alors qu'elle est très ancienne et stratégique. Elle a été stabilisée par des dispositifs anciens, tels que les lycées congréganistes francophones, un dispositif renforcé sur l'initiative de François Mitterrand dans le cadre de la MICEL, la mission de coopération éducative et linguistique, et notre coopération avec l'université Galatasaray. Ces actions doivent être poursuivies.

Ces deux exemples montrent combien il est important pour notre influence politique et notre développement économique d'investir d'abord dans le domaine de la culture. »

L'intégralité de la séance : [cliquer ici](#)

Extrait de l'audition de Harlem Désir, secrétaire d'État aux Affaires européennes (réfugiés syriens en Turquie) – 10 décembre

« M. Bernard Fournier [UMP] : « Aux portes de l'Europe, la Turquie se trouve dans une situation extrêmement difficile. Elle doit gérer un flot ininterrompu de réfugiés syriens. De sanglants combats font rage à sa propre frontière. La ville de Kobané est devenue un symbole de résistance, où les Kurdes d'Irak ont rejoint les Kurdes syriens.

Derrière les combats d'aujourd'hui se pose la question d'un territoire kurde véritablement autonome demain, de part et d'autre des frontières syrienne et turque.

En 2009, M. Erdogan lançait « l'initiative kurde », alors qualifiée d'« ouverture démocratique ». Ce processus de paix est aujourd'hui au point mort. Le positionnement politique de la Turquie face à Daech et son refus d'accueillir des réfugiés kurdes syriens ont attisé les rancœurs. Cette question est-elle anticipée par l'Union européenne ? C'est un sujet déterminant. La reconstruction politique de la zone est cruciale pour la paix européenne et mondiale.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État : « Monsieur le sénateur, vous le savez, la France a été parmi les premiers pays à réagir dès cet été à l'offensive du groupe Daech, qui menaçait de prendre Bagdad. (...)

Nous avons également contribué à la constitution d'une coalition internationale dont sont membres les États-Unis, plusieurs pays européens, ainsi que des pays arabes. Et, cela ne vous a pas échappé, l'Iran, qui n'appartient certes pas à cette coalition, intervient maintenant contre Daech.

En Syrie aussi, nous voulons une solution politique pour combattre ce groupe, qui martyrise également les villes de ce pays. Mais nous ne soutenons pas le gouvernement syrien, qui a déclenché une guerre civile et qui porte la responsabilité du massacre de 200 000 citoyens et de l'exode de millions d'autres vers des camps au Liban, en Jordanie ou en Turquie, certains d'entre eux gagnant ensuite les pays de l'Union européenne. »

L'intégralité de la séance : [cliquer ici](#)

DECLARATIONS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANCAISES ET TURQUES

Interview du ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu sur la position d'Ankara dans la lutte contre l'organisation de l'EI (France 24) – 14 octobre

Lors de sa visite en France, le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, a défendu la position d'Ankara dans la lutte contre l'organisation de l'EI. Il a notamment qualifié d' "échec" les frappes aériennes ment qualifié d' "échec" les frappes aériennes

Pour regarder l'émission: [cliquer ici](#)

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu et le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius appellent la coalition internationale à tourner ses efforts vers Alep – 4 - 5 novembre

« Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a accusé l'armée gouvernementale syrienne de commettre des massacres en bombardant la région d'Alep, la deuxième ville de Syrie, où les forces du président Bachar al Assad ont intensifié leurs opérations. (...)

Selon Ahmet Davutoglu, les forces du président Assad commettent "des massacres à grande échelle" en bombardant avec des barils d'explosifs les zones tenues par les insurgés de l'Armée syrienne libre (ASL), qui est soutenue par les Occidentaux. "Si Alep tombe, la Turquie devra faire face à une crise très grave et très préoccupante en raison de l'afflux massif de réfugiés. C'est la raison pour laquelle nous voulons l'instauration d'une zone de sécurité", a ajouté le Premier ministre. » (Boursorama, Reuters, 05/11/2014)

« Pour le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, également, la coalition doit désormais tourner ses efforts vers la ville d'Alep. » (Boursorama, Reuters, 05/11/2014) « "Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des 'seigneurs' de guerre de plus en plus radicalisés", estime le ministre français. "Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordaniens, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, 'seigneur de guerre' parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech". Le chef de la diplomatie française rappelle qu'abandonner la deuxième ville de Syrie "serait condamner 300.000 hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech".(...)

Ces déclarations de Laurent Fabius interviennent trois jours après la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan [le 31 octobre] à Paris où il a rencontré François Hollande. Lors de cette rencontre le chef de l'Etat turc a cherché à s'attirer le soutien de la France dans ses appels en faveur d'une lutte à la fois contre Assad et contre l'EI. Erdogan se montre critique à l'égard de la coalition conduite par les Etats-Unis estimant qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur la ville kurde de Kobani mais également sur d'autres régions de Syrie. » (Boursorama, Reuters, 04/11/2014)

AMBASSADE DE TURQUIE EN FRANCE

Interviews de S.E.M Hakki Akil, ambassadeur de Turquie en France dans les médias français

TV5 Monde « Internationales » – 9 novembre

Hakki Akil est intervenu sur les différents sujets d'actualité qui concernent la Turquie: l'exode massif de réfugiés syriens et la guerre contre l'organisation Etat Islamique, la candidature de la Turquie à l'Union européenne, le modèle politique "islamique modéré" de l'Etat turc...

Pour regarder l'émission: [cliquer ici](#)

Franca 24 « Paris Direct » – 7 novembre

Hakki Akil était l'invité de Vanessa Burggraf dans Paris Direct

«Intervenir, ce serait déclarer la guerre à la Syrie »

Pour regarder l'émission: [cliquer ici](#)

BFMTV « BFM Story » – 20 octobre

Hakki Akil, ambassadeur de la Turquie en France était l'invité de BFM Story. La Turquie subit une forte pression internationale pour fournir un soutien à la coalition et s'impliquer davantage dans la lutte contre l'Organisation de l'État Islamique. Pour répondre à cette demande, celle-ci a permis la mise en place d'une zone tampon mais également le transit des combattants peshmergas sur son territoire. "La Turquie s'implique davantage dans la lutte contre Daesh"

Pour regarder l'émission : [cliquer ici](#)

RFI – 20 octobre

Hakki Akil revient, au micro de Frédéric Rivière sur la situation politique et diplomatique en Turquie.

« A Kobané, c'est une bataille entre deux groupes terroristes »

Pour regarder l'émission : [cliquer ici](#)

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org